

UNE OBLIGATION NATIONALE

Les émigrés qu'on ne doit pas laisser mourir de faim

On parle beaucoup, de ce temps-ci, des immigrés d'origine austro-hongroise ou allemande qui sont au Canada depuis quelques années. En même temps, on les regarde avec suspicion. Plusieurs corps publics, mêmes catholiques, on les regarde avec suspicion. Plusieurs corps publics, leur englobent les manœuvres et les journaliers de ces deux races qui travaillent pour eux, à des salaires peu élevés. Et il y a présentement, dans les principales villes de notre pays, des milliers d'Austro-Hongrois et d'Allemands sans ouvrage.

150,000 AUSTRO-ALLEMANDS

D'après les statistiques officielles fédérales, il est entré, du 1er juillet 1910 au 31 mars 1914, au Canada, 152,850 Austro-Hongrois et 36,200 Allemands, auxquels il faudrait ajouter les nombreux Juifs autrichiens ou allemands classés sous la rubrique : "Hébreux" par le ministère de l'Intérieur. Déduction faite des immigrants austro-hongrois ou allemands retournés dans leur terre natale, on peut dire qu'il en reste aujourd'hui au Canada un nombre approximatif de 150 à 175 mille, la plupart groupés dans les centres industriels comme Montréal, Toronto, Winnipeg, Hamilton, ou dans les villes des nouvelles provinces, telles que Regina, Saskatoon, Edmonton et Calgary. Une faible proportion de ces gens s'est fixée sur la terre.

A maintes reprises, les nationalistes, soucieux de l'avenir, ont attiré l'attention du public, dans la presse et par des conférences, sur les dangers de l'immigration à haute tension, ainsi que la pratiquaient nos politiciens impérialistes. Les politiciens ont passé outre. Et le peuple ne s'est pas préoccupé de ce que disaient quelques rares observateurs, attentifs à ce qui se passait dans le domaine de l'immigration.

DANS LES VILLES

Les fautes ont afflué chez nous. Les gouvernants n'ont eu d'autre souci que de peupler le plus vite possible, à la diable, les villes de l'Est et de l'Ouest, et de procurer aux entrepreneurs de grands travaux de construction ferrée ou aux grandes industries du pays de la main-d'oeuvre à bon marché.

Pendant que notre politique d'immigration, approuvée aveuglement par les élections, en 1904, en 1906 et depuis, se poursuivait au coût de plusieurs millions de piastres, les immigrés attirés ici par des prospectus flamboyants, quant à la richesse agricole du Canada, éprouvaient des déconvenues de tout genre.

Beaucoup plus tard de ceux qui s'étaient d'abord dirigés vers la terre abandonnée, en face de difficultés pécuniaires ou autres, leur travail productif, pour aller se réfugier dans les villes. Un grand nombre ne s'est jamais rendu à la campagne. C'est ainsi que, par exemple, à Montréal, il s'est développé, depuis dix ans, avec la complicité des autorités gouvernementales, pourrions-nous dire, un tel état de choses que notre ville — ses "slums", ses quartiers étrangers pauvres et sales, où l'on a peine à se faire comprendre, que l'on parle français ou anglais. Un homme fort au courant de la situation faite aux immigrés, à Montréal, disait, il y a peu de temps, que, dans le quartier borné par les rues Saint-Laurent, Craig, Hôtel-de-Ville et LaSalle, il y avait plusieurs milliers d'immigrants venus au pays comme ouvriers agricoles, — pour lesquels nous avons payé une prime de \$5 par tête aux agents qui nous les ont expédiés d'Europe, — qui n'ont jamais travaillé à la terre depuis leur arrivée et vivent entassés dans des maisons de pension où les lits sont occupés vingt-quatre heures par jour, par des équipes composées de pensionnaires alternatifs. A l'Hôtel-de-Ville, des fonctionnaires préposés à certains bureaux ont déjà rapporté de multiples cas de cette promiscuité et de ce mépris de l'hygiène.

UN DEVOIR NATIONAL

Tant que la paix a duré au pays et qu'il n'y a pas eu de crise industrielle et économique trop grave, la plupart de ces immigrés urbains ont eu quelque peu d'ouvrage. Les compagnies de construction, les grandes entreprises, et même certains de leurs compatriotes arrivés au pays des années avant eux, — et qui avaient organisé, pour profiter de l'inexpérience des nouveaux venus, des agences de travail quelconques, — les ont exploités à qui mieux mieux. Mais, du moins, ces gens, de peine et de misère, vivaient et travaillaient.

La guerre a éclaté. Du coup, les immigrés autrichiens, hongrois et allemands sont devenus suspects. La crise financière s'est accentuée, du fait de la guerre, et les patrons ont congédié ces pauvres diables; des milliers de journaliers sont trouvés sans le moindre travail. Dès la semaine dernière, un des membres du consulat américain a dû écrire au conseil municipal de Montréal que les immigrés autrichiens vivant dans notre ville souffrent déjà de la famine, et qu'il ne savait comment, si la municipalité ne leur apportait du secours, ces gens réussiraient à vivre, l'hiver venant.

PAIX ET GUERRE

Le peuple canadien, en approuvant les politiciens empressés à pratiquer, pendant plusieurs années, une politique d'immigration qui nous a amené indistinctement des gens de toutes les races et de toutes les nations, a contracté la stricte obligation de pourvoir aux besoins de ces gens, en temps de crise. Ne pas le faire serait manquer de respect à la parole donnée par nos gouvernants, et, aux élections, ratifiée par les électeurs.

Il est juste que l'on exerce à l'égard des immigrés austro-hongrois et allemands, dans nos villes, une politique de surveillance sévère, dans le but d'empêcher que certains d'entre eux, égarés par un patriotisme intempérant et mal dirigé, et aussi par le chômage et la faim, ne commettent des attentats contre l'ordre public et la propriété privée, au Canada. Nos gouvernants ont donc un grave devoir à remplir à cet égard.

Mais le pays qui a attiré ces gens chez lui, parce qu'il s'imaginait avoir besoin d'eux, et a permis qu'on leur fit toutes sortes de représentations pour les induire à venir chez nous, se doit maintenant de les héberger; il ne doit pas permettre qu'ils connaissent, cet hiver, une misère semblable à celle qui serait leur lot, s'ils eussent continué de vivre en Allemagne ou dans l'empire austro-hongrois. Il leur a promis d'améliorer leur sort, il ne doit pas le rendre pire.

La guerre jette aussi sur le nombre et l'étendue de ce qu'elle appelle ses devoirs envers l'Europe. Elle semble oublier que nous avons aussi des devoirs, immédiats et bien définis, — à l'endroit des gens attirés ici par nos agents d'immigration, hébergés de belles promesses, et qui, cet hiver, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, n'ont pas une possibilité de pain à se mettre dans l'estomac.

Notre politique d'immigration a été pratiquée par des gens à courte vue, approuvée par des électeurs sans souci du lendemain. L'avenir impose un devoir national; nous avons le devoir national d'y faire face.